

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/47745]

**22 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités, la méthodologie générale, ainsi que le modèle de rapport de la mission d'investigation, en application de l'article 7/1 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, l'article 7/1 ;

Vu le « Test genre » du 29 avril 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 07 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, conclu en date du 18 septembre 2023 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 21 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 24 octobre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 74.730/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 24 octobre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la proposition de modèle de rapport de l'Inspectrice générale coordinatrice datée du 12 mai 2023 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « le décret » : le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

2<sup>o</sup> « le chef de service » : l'Inspecteur général ou l'inspecteur coordonnateur qui dirige un des services visés à l'article 3, alinéa 3, du décret ;

3<sup>o</sup> « la mission » : la mission d'investigation visée à l'article 7/1 du décret ;

4<sup>o</sup> « l'inspecteur gestionnaire » : l'inspecteur coordonnateur ou son délégué qui, au sein du service, supervise l'ensemble des missions d'investigation ;

5<sup>o</sup> « l'inspecteur référent » : l'inspecteur qui coordonne la mission lorsqu'elle est menée en équipe ;

6<sup>o</sup> « le demandeur » : celui qui introduit la demande de mission auprès de la Cellule intermédiaire de coordination conformément à l'article 7/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret ;

7<sup>o</sup> « la cellule intermédiaire de coordination » : l'instance visée à l'article 1.6.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire.

**Art. 2.** Tout au long de l'exercice de la mission, l'inspecteur respecte les devoirs liés à sa fonction visés aux articles 35 à 41 du décret, en particulier, les principes d'objectivité, de transparence, de confidentialité et d'indépendance.

**Art. 3.** Pour l'exécution de la mission, l'Inspecteur général coordonnateur désigne :

1<sup>o</sup> un inspecteur gestionnaire au sein du Service général de l'Inspection pour la superviser ;

2<sup>o</sup> un ou plusieurs inspecteurs sur proposition du chef de service pour l'exécuter ;

3<sup>o</sup> un inspecteur référent, sur proposition du chef de service, lorsque la mission est menée en équipe.

**Art. 4.** L'inspecteur exécute la mission sous la responsabilité de l'Inspecteur général coordonnateur ou du chef de service dont il dépend hiérarchiquement et sous la supervision de l'inspecteur gestionnaire. Lorsque la mission est menée en équipe, elle est coordonnée par un inspecteur référent qui prend les contacts avec les personnes et le pouvoir organisateur concernés, s'assure du respect des échéances, veille à la répartition des tâches en collaboration avec ses collègues et gère la rédaction du rapport.

**Art. 5.** Le mandat fixé par la Cellule intermédiaire de coordination précise :

1<sup>o</sup> les faits à investiguer ;

2<sup>o</sup> l'origine de la demande ;

3<sup>o</sup> la(es) école(s) de l'enseignement obligatoire, l'enseignement de promotion sociale, le(s) centre(s) psycho-médico-social(aux), l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning concerné(s), l'enseignement artistique ;

4<sup>o</sup> les personnes éventuellement concernées ;

5<sup>o</sup> le délai d'exécution de la mission ;

6<sup>o</sup> la méthodologie spécifique à appliquer ;

7<sup>o</sup> et, le cas échéant, la motivation quant à l'absence de notification préalable aux personnes ou un pouvoir organisateur concerné(es) de l'organisation de la mission et de son objet.

Le mandat est accompagné des pièces du dossier.

**Art. 6.** La mission se déroule en respectant les étapes suivantes :

1° réception du mandat et de la méthodologie spécifique sur base desquels la mission est réalisée;

2° réception de l'ordre de mission par les inspecteurs désignés conformément à l'article 3 ;

3° le cas échéant, envoi d'un courrier électronique avec accusé de réception, dans le cadre d'une mission d'information, et d'un courrier recommandé avec accusé de réception, dans le cadre d'une mission d'enquête, afin d'informer les personnes et le pouvoir organisateur concernés par la mission de l'organisation de la mission ainsi que de son objet. A la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la Vie et de la Recherche scientifique, et dans l'intérêt des personnes ou de la mission, la mission n'est pas notifiée préalablement. Dans ce cas, ceci est motivé dans le mandat de la cellule intermédiaire de coordination ;

4° recueil des informations : l'inspecteur peut demander les documents administratifs et pédagogiques relatifs à l'objet de la mission, visiter les locaux, assister aux activités et échanger avec les personnes concernées pour accomplir sa mission. Les parties concernées peuvent également demander par écrit à l'inspecteur qu'il prenne connaissance de certains documents ou qu'il entende un ou plusieurs témoin(s). Cette demande doit être motivée et parvenir à l'inspecteur dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de notification visée au 3° ou qui suivent le premier jour de la mission. Lorsque l'inspecteur recueille des informations auprès de personnes par des auditions dans le cadre d'une mission d'enquête, chaque entretien fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par ses soins. Il est signé par la personne entendue et l'inspecteur. Le cas échéant, la(es) personne(s) entendue(s) a(ont) le droit d'ajouter ses(leurs) remarques au procès-verbal. Ce dernier doit être annexé au rapport ;

5° respect du droit à faire valoir son point de vue : dans le cadre de la mission, l'inspecteur veille au respect du droit à faire valoir leur point de vue par les parties concernées, conformément à l'article 7/1, § 3, du décret. Lorsque la procédure d'enquête concerne directement ou indirectement des faits reprochés à un membre du personnel ou à un pouvoir organisateur, le membre du personnel ou le représentant du pouvoir organisateur doit être entendu par l'inspecteur. La convocation à l'audition ainsi que les faits qui lui sont reprochés sont notifiés au membre du personnel ou au pouvoir organisateur au moins trois jours ouvrables avant l'audition, soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Dans le cadre d'une mission d'information, les personnes concernées sont entendues en dernier lieu, pour autant que le rapport conclut à la nécessité de mandater une mission d'enquête. Dans le cadre d'une mission d'enquête, les personnes concernées peuvent prendre connaissance, avant leur dernière audition, de tous les documents et témoignages sur lesquels les inspecteurs se basent pour rédiger leur rapport ;

6° rédaction du rapport : l'inspecteur rédige le rapport visé à l'article 7/1, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret dans les quinze jours ouvrables qui suivent le dernier jour de la mission ;

7° transmission du rapport selon les modalités définies à l'article 7/1, § 4, alinéas 2 et 3, du décret.

**Art. 7.** Lorsque l'audition visée à l'article 6, 5°, concerne un membre du personnel auquel des faits sont reprochés, ce dernier peut se faire représenter par un représentant agréé d'une organisation syndicale, par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Lorsque l'audition visée à l'article 6, 5°, concerne un pouvoir organisateur auquel des faits sont reprochés, ce dernier peut se faire représenter par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

L'inspecteur peut toutefois récuser le défenseur, lorsque celui-ci est un membre du personnel, si ce choix présente un conflit d'intérêts avec la personne auditionnée ou l'objet de la mission.

**Art. 8.** Conformément à l'article 7/1, § 4, alinéa 1<sup>er</sup> du décret, le modèle de rapport de la mission est repris en annexe du présent arrêté.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 22 novembre 2023.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Éducation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 novembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/47745]

22 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels, de algemene werkwijze alsook het modelverslag van de onderzoeksoverdracht, met toepassing van artikel 7/1 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, artikel 7/1;

Gelet op de "Gendertest" van 29 april 2023 uitgevoerd in toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met het onderhandelingscomité tussen de Regering en "Wallonie Bruxelles Enseignement" en de federaties van inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs, gesloten op 18 september 2023;

Gelet op het syndicaal onderhandelingsprotocol binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX, het Provinciaal en Plaatselijk Comité voor de Openbare Diensten - Afdeling II en het Onderhandelingscomité voor de Statuten van het Gesubsidieerd Vrij Onderwijspersoneel volgens de procedure van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de openbare overheden en de vakorganisaties van de werknemers die onder deze overheden ressorteren, gesloten op 21 juni 2023;

Gelet op het verzoek om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het verzoek om advies op 24 oktober 2023 is ingeschreven in het register van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder nummer 74.730/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 24 oktober 2023 om geen advies uit te brengen binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorstel van een modelverslag van de coördinerende inspecteur-generaal van 12 mei 2023;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "het decreet": het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

2° "het diensthoofd": de inspecteur-generaal of de coördinerend inspecteur die aan het hoofd staat van een van de diensten, vermeld in artikel 3, derde lid, van het decreet;

3° "de opdracht": de onderzoeksopdracht bedoeld in artikel 7/1 van het decreet;

4° "de leidend inspecteur": de coördinerend inspecteur of zijn afgevaardigde die binnen het departement toezicht houdt op alle onderzoeksopdrachten;

5° "de refererend inspecteur": de inspecteur die de opdracht coördineert wanneer deze in teamverband wordt uitgevoerd;

6° "de aanvrager": de persoon die de aanvraag voor een opdracht indient bij de intermediaire coördinatie-eenheid overeenkomstig artikel 7/1, § 1, tweede lid, van het decreet;

7° "de intermediaire coördinatie-eenheid": het orgaan bedoeld in artikel 1.6.1-2 van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs.

**Art. 2.** Bij de uitoefening van zijn ambt leeft de inspecteur de plichten na die verbonden zijn aan zijn ambt zoals bepaald in de artikelen 35 tot 41 van het decreet, inzonderheid de beginselen van objectiviteit, transparantie, vertrouwelijkheid en onafhankelijkheid.

**Art. 3.** Om de opdracht uit te voeren, benoemt de coördinerend inspecteur-generaal:

1° een leidend inspecteur binnen de Algemene Inspectiedienst om toezicht te houden;

2° één of meer inspecteurs die door het diensthoofd worden voorgedragen om de opdracht uit te voeren;

3° een refererend inspecteur, op voorstel van het diensthoofd, wanneer de opdracht in teamverband wordt uitgevoerd.

**Art. 4.** De inspecteur voert de opdracht uit onder verantwoordelijkheid van de coördinerend inspecteur-generaal of het diensthoofd aan wie hij hiërarchisch rapporteert en onder toezicht van de leidend inspecteur. Wanneer de opdracht in teamverband wordt uitgevoerd, wordt deze gecoördineerd door een refererend inspecteur die contact onderhoudt met de betrokken personen en inrichtende macht, toeziet op de naleving van de termijnen, in samenwerking met zijn collega's toeziet op de taakverdeling en de opstelling van het rapport beheert.

**Art. 5.** Het door de intermediaire coördinatie-eenheid opgestelde mandaat bepaalt:

1° de te onderzoeken feiten;

2° de oorsprong van het verzoek;

3° het leerplichtonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het (de) psycho-medico-sociaal centrum(a), het betrokken e-learning afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap, het kunstonderwijs ;

4° personen die kunnen worden betrokken;

5° de uiterste datum voor het voltooien van de opdracht;

6° de specifieke methodologie die moet worden toegepast;

7° en, in voorkomend geval, de redenen waarom de betrokken personen of inrichtende macht niet vooraf in kennis werden gesteld van de organisatie van de opdracht en het doel ervan.

Het mandaat gaat samen met de documenten in het dossier.

**Art. 6.** De opdracht verloopt in de volgende fasen:

1° ontvangst van de opdrachtschrijving en de specifieke methodologie op basis waarvan de opdracht wordt uitgevoerd;

2° ontvangst van de opdracht van de inspecteurs aangewezen overeenkomstig artikel 3;

3° in voorkomend geval, het verzenden van een e-mail met ontvangstbewijs, in het geval van een onderzoeksopdracht, en een aangetekende brief met ontvangstbewijs, in het geval van een onderzoeksopdracht, om de bij de opdracht betrokken personen en de inrichtende macht in te lichten over de organisatie van de opdracht en het doel ervan. Op verzoek van de algemeen ambtenaar die verantwoordelijk is voor de Algemene directie Leerplichtonderwijs of de Algemene directie Hoger onderwijs, levenslang leren en wetenschappelijk onderzoek, en in het belang van de personen of de opdracht, wordt de opdracht niet vooraf aangekondigd. In dit geval worden de redenen hiervoor vermeld in het mandaat van de intermediaire coördinatie-eenheid;

4° informatie verzamelen: de inspecteur kan administratieve en educatieve documenten opvragen die betrekking hebben op het doel van de opdracht, de lokalen bezoeken, activiteiten bijwonen en met de betrokkenen spreken om zijn opdracht uit te voeren. De betrokkenen kunnen ook schriftelijk vragen dat de inspecteur bepaalde documenten onderzoekt of een of meer getuigen hoort. Dit verzoek moet gemotiveerd zijn en moet de inspecteur bereiken binnen

de tien werkdagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in 3° of na de eerste dag van de opdracht. Wanneer de inspecteur inlichtingen inwint bij personen door middel van gesprekken in het kader van een onderzoeksmissie, wordt over elk gesprek een verslag opgesteld door de inspecteur. Het verslag wordt ondertekend door de ondervraagde persoon en de inspecteur. In voorkomend geval heeft/hebben de ondervraagde(n) het recht zijn/hun opmerkingen aan het verslag toe te voegen. De proces-verbalen moeten bij het verslag worden gevoegd;

5° eerbiediging van het recht op meningsuiting: in het kader van de opdracht ziet de inspecteur erop toe dat het recht op meningsuiting door de betrokken partijen wordt geëerbiedigd, overeenkomstig artikel 7/1, § 3, van het decreet. Wanneer de onderzoeksprocedure rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking heeft op feiten die een personeelslid of een inrichtende macht ten laste worden gelegd, moet het personeelslid of de vertegenwoordiger van de inrichtende macht door de inspecteur worden gehoord. De uitnodiging voor de hoorzitting en de vermeende feiten worden ten minste drie werkdagen voor de hoorzitting aan het personeelslid of de inrichtende macht meegedeeld, hetzij per aangetekende brief met ontvangstbevestiging, hetzij per persoonlijk (hand tot hand) afgegeven brief met ontvangstbevestiging. In het geval van een onderzoeksopdracht worden de betrokkenen als laatste gehoord, mits in het verslag wordt geconcludeerd dat een onderzoeksopdracht noodzakelijk is. In het geval van een onderzoeksopdracht mogen de betrokkenen vóór hun laatste hoorzitting alle documenten en bewijsstukken onderzoeken waarop de inspecteurs hun verslag hebben gebaseerd;

6° opstellen van het verslag: de inspecteur stelt het verslag bedoeld in artikel 7/1, § 4, eerste lid, van het decreet op binnen vijftien werkdagen na de laatste dag van de opdracht;

7° toezending van het verslag overeenkomstig de nadere regels bepaald in artikel 7/1, § 4, tweede en derde lid, van het decreet.

**Art. 7.** Wanneer het verhoor bedoeld in artikel 6, 5°, betrekking heeft op een personeelslid tegen wie beschuldigingen zijn ingebracht, kan dit personeelslid zich laten vertegenwoordigen door een gemachtigde vertegenwoordiger van een syndicale organisatie, door een advocaat of door een raadsman gekozen uit de personeelsleden in actieve dienst of gepensioneerd uit het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Wanneer de hoorzitting bedoeld in artikel 6, 5°, betrekking heeft op een inrichtende macht waartegen beschuldigingen worden geformuleerd, kan deze zich laten vertegenwoordigen door een advocaat of een verdediger gekozen uit de personeelsleden in actieve dienst of gepensioneerd uit het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De inspecteur kan echter de verdediger diskwalificeren, als deze een personeelslid is, als deze keuze een belangenconflict oplevert met de persoon die wordt geïnterviewd of het doel van de opdracht.

**Art. 8.** Overeenkomstig artikel 7/1, § 4, eerste lid, van het decreet wordt het modelverslag bij dit besluit gevoegd.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 22 november 2023.

**Art. 10.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 november 2023.

De minister-president, belast met internationale betrekkingen, sport en het onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Onderwijs,

C. DESIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47661]

**24 AOÛT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions relatives à l'emploi et à la formation des personnes en situation handicapé du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 261, l'article 266, l'article 275 et l'article 283 modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2020 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu le rapport du 14 juillet 2021 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juillet 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Comité de branche Handicap, donné le 22 septembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 23 décembre 2021 ;

Vu l'avis n°173/2002 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 septembre 2022 ;

Vu l'avis n° 73288/4 du Conseil d'État, donné le 11 mai 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la personne handicapée, donné le 22 septembre 2021 ;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 11 octobre 2021 ;